

Annexe

Nouveaux défis, nouvelles structures

Le Coordonnateur canadien des secours d'urgence — Famine africaine a reçu, le 1^{er} novembre 1984, le mandat «d'accorder la plus haute attention à la réponse du Canada à la situation de famine qui sévit en Afrique, en particulier en Éthiopie». Le Coordonnateur relève directement du Secrétaire d'État aux Affaires extérieures, le très honorable Joe Clark, mais il a également travaillé en collaboration avec l'honorable Monique Vézina, la ministre des Relations extérieures, et avec Madame Margaret Catley-Carlson, la présidente de l'Agence canadienne de développement international.

Le Coordonnateur s'est vu confier les fonctions suivantes :

- évaluer l'ampleur de la crise alimentaire en Afrique et plus particulièrement en Éthiopie ;
- proposer au gouvernement des mesures concrètes pour venir en aide à ce continent ;
- collaborer avec les ONG à la mobilisation et à l'acheminement de l'aide alimentaire canadienne destinée aux victimes de la famine ;
- seconder les efforts des gouvernements provinciaux pour fournir une assistance ;
- collaborer avec d'autres donateurs et avec les organismes internationaux fournissant une aide alimentaire à l'Afrique.

Les pages qui suivent donnent un aperçu des activités réalisées au cours des quatre premiers mois de notre mandat. Nous présenterons, en mai, un rapport plus détaillé de nos travaux couvrant toute la durée de notre mandat, soit jusqu'au 31 mars 1985.

Évaluer l'ampleur de la crise alimentaire en Afrique et plus particulièrement en Éthiopie Au cours des missions que nous avons menées en Éthiopie en décembre 1984, au Sahel en janvier 1985 et au Soudan en février 1985, nous avons constaté les débuts d'un effondrement écologique. L'ampleur de la crise a pu être évaluée, sur place, par des députés, un représentant des gouvernements provinciaux, des délégués du monde des affaires, du monde du travail et d'ONG, ainsi que par des experts en matière de logistique, de programmes et de politiques. Nous avons aussi discuté avec les autorités gouvernementales africaines, le